

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 13/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE EST

Universaône
18 rue Felix Mangini
69009 Lyon

Code AIOT : 0006103196

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2023 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE EST implanté Rond Point de Grenay RN 6 38290 Satolas-et-Bonce. L'inspection a été annoncée le 29/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE EST
- Rond Point de Grenay RN 6 38290 Satolas-et-Bonce
- Code AIOT : 0006103196
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Centre Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de Satolas-et-Bonce. Cette activité est notamment encadrée au titre de la

nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (régime de l'autorisation environnementale), et relève également du champ de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dite « directive IED ») ainsi que de la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Digue de fermeture des casiers C4, C5 et C6
- Point d'étape concernant l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale relatif au projet « VALINEO »
- Traçabilité et suivi des tonnages reçus

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un point d'étape relatif à l'avancement du projet "VALINEO", consistant notamment en une augmentation de la capacité de stockage existante par une extension verticale de la zone exploitée (« rehausse ») en appui sur des casiers existants, a été effectué durant l'inspection.

Les demandes suivantes ont été formulées à l'intention de l'exploitant :

- une demande relative à l'étude d'impact jointe au dossier de demande d'autorisation environnementale, concernant le lien à effectuer entre traceurs de risque et traceurs retenus dans l'interprétation de l'état des milieux ;
- une demande de précision concernant les principes d'aménagement paysager des abords du site détaillés dans l'étude paysagère annexée à l'étude d'impact précitée ;
- une demande relative à l'absence de l'un des facteurs de sécurité au glissement dans un tableau de synthèse, ainsi qu'à la nature de l'une des mesures compensatoires retenues en matière de stabilité du massif (digue).

Concernant ces trois demandes, il convient que l'exploitant transmette les compléments attendus dès que possible, et au plus tard sous 1 mois.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des tonnages	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 1.2.1.1	/	Sans objet
2	Traçabilité	Code de l'environnement, article R. 541-43	/	Sans objet
3	Stabilité du casier de déchets	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 8.11	/	Sans objet
4	Mise en place du dispositif de suivi des tassements, géométrie casier	Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 8.12	/	Sans objet
5	Réception de casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 (II. et III.)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la digue de fermeture des alvéoles C4, C5 et C6, l'inspection n'a pas de remarques concernant le dossier soumis, ni à l'issue de la visite de contrôle effectuée ; la mise en exploitation de la zone nouvellement créée peut donc intervenir, sous réserve du retrait préalable de la gouttière lestée séparant actuellement cette nouvelle zone de la zone en cours d'exploitation, ainsi que du dispositif afférent d'évacuation des eaux de ruissellement internes.

Concernant le projet "VALINEO" actuellement en cours d'instruction, l'inspection a fait part de demandes de précisions résiduelles, vis-à-vis desquelles des éléments sont attendus à court terme de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des tonnages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 1.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : [...] Activité ISDND : maximum de 300 000 t/an jusqu'à fin 2018 et en moyenne 250 000 t/an de 2011 à 2018 puis à partir de 2019 un tonnage moyen dégressif : 250 000 t/an (2019), 240 000 t/an (2020), 230 000 t/an (2021 à 2024) et 200 000 t/an (2025 et 2026) [...]
Constats : L'exploitant a indiqué avoir enfoui 178 712 t de déchets non dangereux dans son installation lors de l'année 2022, et 108 422 t à la date de l'inspection au titre de l'année 2023 ; les tonnages maximaux autorisés et précisés dans la prescription précitée apparaissent donc respectés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

<p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant avait télédéclaré les données constitutives de ses registres "déchets" dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS), tant pour l'année 2022 que pour l'année en cours, à la périodicité attendue. Les déclarations sont effectuées à partir du logiciel interne de l'exploitant, lequel alimente automatiquement le RNDTS par une API (« Application Programming Interface », ou « interface de programmation d'application »).</p> <p>En particulier, il a été noté que les données ont été téléversées <i>a posteriori</i> dans le RNDTS pour l'année 2022, ce qui apparaît conforme avec la période de tolérance actée au niveau national et dont les modalités avaient été précisées par le ministère en charge de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Stabilité du casier de déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 8.11</p>
<p>Thème(s) : Autre, Stabilité du casier de déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la stabilité du stockage de déchets dans le temps. Il met notamment en oeuvre pour le casier n°6, les moyens mentionnés dans l'étude ARCADIS FR0147 APS 3340-A02RPT 05D du 17 octobre 2017 (Annexe 8 du dossier de demande d'autorisation du 9 juin 2017 modifié). Pour les flancs internes, le profil à 3/2 avec réalisation d'un talus avec butée aval à 2/1 doit être mis en oeuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une digue sur laquelle viennent s'appuyer les alvéoles C4, C5 et C6 pour assurer la stabilité du futur massif de déchets rehaussé. Les deux alvéoles sont situées dans la zone d'exploitation actuelle du site, Satolas 3, qui chevauche partiellement l'ancienne zone d'exploitation Satolas 2.</p>

<p>Le <i>Dossier de conformité des travaux d'aménagement de la digue de fermeture des casiers C5 et C6</i> et ses annexes présentent précisément l'aménagement de la digue, dont la stabilité a fait l'objet d'un contrôle extérieur réalisé par l'entreprise SOCNA SOLS.</p> <p>Le plan de récolement de la digue représente les dimensions exactes de celle-ci, et deux coupes illustrent les pentes. Les flancs internes présentent sensiblement la pente requise de 3H/2V, et les flancs externes celle de 2H/1V. La cote maximale de la digue est d'environ 281 m NGF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mise en place du dispositif de suivi des tassements, géométrie casier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2018, article 8.12
Thème(s) : Autre, Mise en place du dispositif de suivi des tassements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant s'assure de la pérennité des réseaux biogaz et lixiviats. Il met notamment en œuvre les moyens pris en compte dans le paragraphe 5.8.1 du dossier technique de demande d'autorisation du 9 juin 2017 modifié. À l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du lieu de contact triple entre Satolas 2, Satolas 3 et la digue Ouest où le profil entre les points 4 et 6 doit présenter une pente continue et supérieure à 5% sur tout le flanc interne ouest du futur casier. Cette pente sera obtenue par une recharge de sol. - du casier MCCA, où un point bas doit être placé à proximité du puits de relevage PMU au centre du casier. <p>Une surveillance des déformations du dispositif d'étanchéité et drainage par géosynthétique (DEDG) au droit de la zone de contact triple doit être réalisée jusqu'à la fin de l'exploitation. Le dispositif de surveillance comprend la pose d'un tube permettant un contrôle par sonde profilométrique entre les points 3 et 6 du profil précité, sous le futur DEDG. Un bilan annuel est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées : il analyse les écarts avec l'étude de tassement et conclut explicitement sur l'acceptabilité des tassements constatés.</p> <p>Constats :</p> <p>Les parties déjà exploitées des alvéoles C4, C5 et C6 ont été recouvertes de terre, et les futures parties à exploiter sont séparées des parties en cours d'exploitation par un "sursaut" (gouttière lestée) du géotextile, là où la barrière de sécurité active plonge sous le massif de déchet recouvrant déjà une partie des alvéoles C4, C5 et C6.</p> <p>La pente des alvéoles C4, C5 et C6 dépasse la pente minimale de 5 % d'après le <i>Dossier de conformité des travaux d'aménagement de la digue de fermeture des casiers C5 et C6</i> fourni par l'exploitant ; elle est continue du sommet de la digue jusqu'à la partie déjà recouverte du casier. Pour les parties du casier ayant déjà été exploitées, leur conformité avait été contrôlée préalablement à la réception des déchets.</p> <p>L'exploitant a implanté un dispositif de suivi des tassements basé sur l'utilisation de jauges de tassement hydrauliques placées suivant deux lignes perpendiculaires à la digue, de manière à pouvoir surveiller les tassements au droit de la future zone de contact entre Satolas 2 et Satolas 3. Les deux réservoirs et coffrets de mesure sont situés sur la digue, les sondes sont implantées sous le dispositif d'étanchéité et de drainage (DEDG). A noter que l'exploitant a préféré recourir à une autre méthode que celle du profilomètre qui est prescrite par l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2018-10-03 pour des raisons de faisabilité technique avancées dans son courrier au Préfet de l'Isère le 4 février 2021 ; cette demande avait reçu l'approbation de l'inspection le 17 août 2021. Les résultats de la surveillance des tassements seront précisés dans le rapport annuel de l'exploitant remis</p>

chaque début d'année ; la première année, les résultats intégreront les mesures effectuées avant la réception des déchets ("état initial").
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Réception de casier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 (II. et III.)
Thème(s) : Autre, Réception de casier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> <p>Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11). <p>III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le <i>Dossier de conformité des travaux d'aménagement de la digue de fermeture des casiers C5 et C6</i> traite aussi de la conformité des dispositifs d'étanchéité des alvéoles C4, C5 et C6. A noter que l'étanchéité des parties déjà exploitées du casier avait déjà été validée par l'inspection, en particulier les dispositifs de drainage en fond de casier.</p> <p>Les futures parties exploitées des alvéoles C4, C5 et C6, situées sur les flancs de ces alvéoles, sont recouvertes d'une barrière de sécurité active mise en place au-dessus d'un géosynthétique bentonitique. L'entreprise SOCNA Sols a vérifié le bon état du support d'accueil avant de mettre en place le dispositif (annexe : <i>CONTRÔLE EXTÉRIEUR – MISSION – DISPOSITIF D'ETANCHEITE PAR GEOSYNTHETIQUES – I.S.D.N.D. DE SATOLAS – ALVEOLES C5 et C6, SATOLAS 3</i>).</p> <p>La barrière de sécurité active est constituée d'une géomembrane en PEHD et d'un géotextile de protection qui s'intercalera entre les déchets et la géomembrane. La géomembrane et le géotextile sont continus avec la barrière de sécurité active déjà recouverte de déchets.</p> <p>Le dossier de conformité présente les fiches des produits utilisés (géomembranes, géotextile, GHB etc.) et le plan de récolement des géomembranes. Les géomembranes ont été implantées parallèlement à la pente, les soudures ont été réalisées par du personnel qualifié et certifié ASQUAL et ont fait l'objet de contrôles par ce personnel, ainsi que d'un contrôle extérieur réalisée par une entreprise tierce. Les certificats ASQUAL des soudeurs sont joints à l'annexe 9 du dossier de conformité.</p>

L'entreprise tierce a réalisé divers contrôles sur les géomembranes, à la fois destructifs et non destructifs, et a conclu à la conformité de la barrière de sécurité active. Elle a également réalisé un contrôle visuel de la tranchée d'ancrage de la géomembrane sans déceler d'anomalies.
Observations : L'inspection des installations classée n'a pas contrôlé les équipements de collecte des lixiviats, ces derniers l'ayant déjà été lors de précédentes inspections au cours desquelles leur conformité avait déjà été établie (et le fond du casier ayant été recouvert de déchet depuis lors).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet